

N^{os} 4828⁷
4608⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant modification de la loi modifiée du 10 avril 1976
portant réforme de la réglementation des jours fériés légaux

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi modifiée du 10 avril 1976
portant réforme de la réglementation des jours fériés légaux

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

(25.1.2002)

La Commission se compose de: M. Marcel GLESENER, Président; M. Lucien LUX, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Niki BETTENDORF, Aloyse BISDORFF, Aly JAERLING, Nico LOES, Claude MEISCH, Paul-Henri MEYERS, Patrick SANTER, Théo STENDEBACH et Marc ZANUSSI, Membres.

*

1. LES ORIGINES DU LITIGE

La loi du 10 avril 1976 portant réforme de la réglementation des jours fériés légaux prévoyait dans son article 3 que „si un des jours fériés énumérés à l'article 2 qui précède tombe sur un dimanche, il sera remplacé par un jour férié de rechange“. Par ailleurs, en ce qui concerne la rémunération, les articles 6, paragraphe (1) et 7, paragraphes (1) et (2) prévoient le système d'indemnisation suivant:

Article 6, paragraphe (1):

„Les personnes (...) ont droit pour chaque jour férié légal tombant sur un jour ouvrable à une rémunération correspondant à la rétribution du nombre d'heures de travail qui auraient normalement été prestées pendant ce jour. Il en est de même pour les jours fériés légaux tombant sur un dimanche et remplacés par des jours fériés de rechange.“

Article 7, paragraphe (1):

„Lorsque les conditions spéciales de l'entreprise ne permettent pas de chômer un des jours fériés énumérés à l'article 2 de la présente loi, le travailleur rémunéré à l'heure occupé ce jour aura droit, en dehors de l'indemnité prévue au paragraphe (1) de l'article qui précède, à la rémunération des heures effectivement prestées, majorée de 100%.“

Article 7, paragraphe (2):

„Le travailleur rémunéré au mois touchera pour chaque heure travaillée son salaire horaire moyen majoré de 100% sans préjudice de sa rémunération mensuelle normale.“

Ce jour férié de rechange était habituellement fixé, par voie d'arrêté ministériel, au lundi suivant. Or, cette disposition pénalisait les entreprises luxembourgeoises, particulièrement celles relevant du commerce, en ce que leurs concurrents étrangers travaillaient les lundis en question. Les ressortissants du commerce craignaient un déficit concurrentiel du fait de devoir ainsi laisser chômer, contrairement à leurs concurrents des régions limitrophes, leurs établissements non seulement le dimanche, mais encore le lundi subséquent.

C'est dans cet ordre d'idées que, dans le cadre des négociations du Comité de coordination tripartite qui ont abouti au plan d'action national en faveur de l'emploi de mai 1998, la Confédération du Commerce a demandé de modifier ce système. Cette demande a été acceptée et s'est concrétisée à l'article X de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 qui a conféré à l'article 3, paragraphe 1 de la loi modifiée du 10 avril 1976 portant réforme de la réglementation des jours fériés légaux la teneur suivante:

„Si l'un des jours fériés énumérés à l'article 2 tombe sur un dimanche, il sera remplacé par un jour férié de rechange à prendre individuellement par chaque salarié endéans un délai de trois mois à partir de la date du jour férié ayant dû être remplacé.“

Dans l'intention du législateur cette nouvelle disposition était donc uniquement destinée à renforcer la compétitivité des entreprises. En revanche, le nouveau système ne devait en aucun cas livrer le prétexte à des modifications in pejus du régime des suppléments à accorder aux salariés, respectivement de la compensation desdits jours fériés légaux. En effet, il ne ressort ni des discussions de la tripartite, ni des documents parlementaires de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 qu'il s'agissait de modifier le régime des suppléments salariaux. Au contraire, le commentaire des articles est parfaitement clair en disposant que *„c'est donc une question de compétitivité pouvant avoir un impact positif en termes d'emploi“*, qui a inspiré la modification législative.

Néanmoins, dans le cadre de la transposition légale de l'accord dit PAN, une erreur s'est glissée dans le texte. Contrairement à ce qui a été retenu dans l'accord, le texte voté ne parle pas *„de jour de congé compensatoire à prendre individuellement par chaque salarié endéans les trois mois“*, mais de *„jour férié de rechange à prendre individuellement par chaque salarié endéans les trois mois“*.

Cette erreur a amené les employeurs et notamment la Fédération des Industriels Luxembourgeois à conférer à la nouvelle disposition une interprétation qui n'était pas celle voulue par le législateur et qui consistait à refuser aux salariés travaillant un jour férié tombant sur un dimanche le cumul des indemnités dues tant pour le travail à l'occasion d'un jour férié qu'à l'occasion d'un dimanche.

Au cours de l'année 1999, le problème se posait concrètement pour la fête de l'Assomption (15 août) et le second jour de Noël (26 décembre).

*

2. LES REACTIONS DES ACTEURS POLITIQUES

a) au plan gouvernemental

En date du 9 août 1999, le Ministre du Travail et de l'Emploi publiait un communiqué dans lequel il se prononçait sur base d'un argumentaire purement juridique pour l'interprétation en faveur du cumul des deux indemnités. Comme le Comité de Liaison patronal réfutait cette thèse, la problématique fut discutée à plusieurs reprises au Comité Permanent de l'Emploi sans qu'un accord entre partenaires sociaux n'ait pu être trouvé.

Ainsi le Ministre du Travail et de l'Emploi annonça-t-il publiquement son intention de déposer un projet de loi interprétative pour régler cette question. Ce projet de loi fut adopté par le Conseil de Gouvernement le 17 décembre 1999 et transmis au Conseil d'Etat le 23 décembre 1999.

Finalement, en date du 24 décembre 1999, le Comité de Liaison Patronal accepta l'interprétation pour 1999, sous condition de rediscuter d'une réglementation future avec les partenaires sociaux. Un communiqué du Ministre du Travail et de l'Emploi a informé le public et les entreprises sur cette situation.

Compte tenu de cet accord ponctuel intervenu avec le Comité de Liaison patronal au sujet de l'indemnisation de deux jours fériés tombés sur un dimanche en 1999, le Ministre du Travail et de

l'Emploi a invité en date du 14 janvier 2000 le Conseil d'Etat et la Chambre des Députés à ne pas poursuivre la procédure législative en ce qui concerne le projet gouvernemental. La procédure législative relative à la proposition de loi a également été tenue en suspens, en raison du fait que la réglementation pour l'avenir était censée résulter d'un accord global entre les partenaires sociaux.

Or, en octobre 2000, en l'absence d'accord entre partenaires sociaux, le Comité de Coordination tripartite a conclu que la problématique en cause ne présente qu'un lien indirect avec le sujet de l'organisation du travail et qu'il y a partant lieu de l'exclure du dossier. Il a laissé au législateur le soin de régler la question par voie législative. En date du 19 juin 2001 M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a relancé la procédure législative en priant le Conseil d'Etat d'aviser le projet de loi conjointement avec la proposition de loi. Finalement le 31 juillet 2001 le projet de loi 4828 a été officiellement déposé.

Des amendements gouvernementaux ont été introduits le 6 août 2001, conjointement avec un texte coordonné du projet de loi amendé. Ces amendements ponctuels avaient pour objet de supprimer toute référence à un quelconque caractère rétroactif ou interprétatif du texte.

b) au plan parlementaire

En date du 16 décembre 1999, le député M. Lucien Lux a déposé la proposition de loi 4608 à la Chambre des Députés. Elle a comme objectif de clarifier les dispositions légales en la matière et d'éviter une fois pour toutes les malentendus au niveau de l'interprétation juridique. Ainsi prévoit-elle de remplacer dans les articles 3 et 6 de la loi modifiée du 10 avril 1976 portant réforme de la réglementation des jours fériés légaux le terme „jour férié de rechange“ par le terme plus approprié „jour de congé compensatoire“. Par ailleurs et afin d'écarter toute possibilité d'interprétation divergente en ce qui concerne la rémunération à verser pour le travail presté au cours d'un jour férié légal tombant sur un dimanche, la proposition de loi entend ajouter à l'article 7 de la loi de 1976 un troisième paragraphe, disposant que chaque salarié a droit – à côté du jour de congé compensatoire – à la rémunération des heures de travail prestées, majorée de 170% (majoration de 100% pour le travail presté au cours d'un jour férié légal telle que prévue aux paragraphes (1) et (2) de l'article 7 de la loi modifiée du 10 avril 1976 + majoration de 70% pour le travail dominical due aux termes de l'article 7, paragraphe (2) de la loi du 1er août 1998 concernant le repos hebdomadaire des employés et ouvriers). Cette rémunération correspond à celle qu'un salarié aurait touchée selon la formule ancienne. Finalement l'article 4 de la proposition de loi est une disposition interprétative couvrant la période du 1er mars 1999 jusqu'à son entrée en vigueur.

*

3. LE CONTENU DU PROJET DE LOI

Comme il ressort de l'historique qui précède, le projet de loi a comme objectif de modifier la loi modifiée du 10 avril 1976 portant réforme de la réglementation des jours fériés légaux, afin d'enlever toute ambiguïté au texte et de montrer clairement que le régime du cumul des deux suppléments à accorder aux salariés travaillant un jour férié tombant sur un dimanche est maintenu, tel qu'il s'appliquait avant l'entrée en vigueur de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998.

Le premier point de l'article unique modifie l'article 3 de la loi précitée du 10 avril 1976 en ce sens qu'il dispose clairement que les personnes devant travailler un jour férié tombant sur un dimanche auront droit à un jour de congé compensatoire à prendre individuellement au cours des trois mois suivant le jour férié en question.

Le second point concerne la rémunération du travail presté un jour férié tombant sur un dimanche. Le nouveau texte mettra définitivement fin à toute divergence d'interprétation dans la mesure où il consacre le principe que les indemnités prévues aux articles 6 et 7 de la loi de 1976 sont à cumuler avec la majoration de salaire ou d'indemnité prévue à l'article 7 de la loi du 1er août 1988 concernant le repos hebdomadaire des employés et ouvriers.

*

4. EXAMEN DES DIFFERENTS AVIS

Dans son avis du 21 août 2001 la Chambre des Employés privés marque son accord avec le projet de loi 4828. Elle n'a pas émis un avis séparé sur la proposition de loi considérant que les deux textes couvrent exactement le même domaine.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, dans son avis du 27 septembre 2001, ne se sent pas directement concernée en raison du fait que la réglementation des jours fériés légaux s'applique au secteur privé de l'économie. Elle formule quelques critiques d'ordre textuel.

Dans leur avis commun du 13 novembre 2001, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers estiment que le „principe du cumul n'a jusqu'à présent aucun fondement légal, mais repose au contraire sur une interprétation émanant du pouvoir exécutif“. Ledit cumul des majorations aurait pour effet de laminer la rentabilité des travaux exécutés pendant les jours fériés, en raison du coût salarial à supporter. Les deux chambres exigent une modification des dispositions en ce sens qu'un salarié travaillant un jour férié tombant sur un dimanche ait droit à un supplément de salaire de 70% pour travail dominical, le jour férié étant remplacé par un jour de congé supplémentaire à prendre endéans les trois mois.

Dans son avis du 14 novembre 2001, la Chambre de Travail maque son accord avec la „matérialité“ du projet de loi et de la proposition de loi, tout en proposant des remarques d'ordre formel.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis sur le projet de loi amendé et sur la proposition de loi le 27 novembre 2001. Il approuve le principe du projet de loi amendé qui clôturera définitivement le différend.

En ce qui concerne la proposition de loi, le Conseil d'Etat critique la rétroactivité prévue à l'article 4 dans les termes suivants: „*Pour la période allant du 1er mars 1999 jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, l'article X de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national 1998 est à interpréter conformément aux dispositions de la présente loi.*“ Le Conseil d'Etat estime que cette démarche serait susceptible d'influer sur d'éventuelles affaires judiciaires en cours ou ayant fait l'objet d'un jugement ou arrêt coulés en force de chose jugée. Il se réfère à la Cour européenne des droits de l'Homme, qui a conclu dans l'arrêt Papageorgiou c/Grèce du 25 octobre 1997 à la violation de la garantie d'un procès équitable en reprochant au législateur de s'être ingéré dans l'administration de la justice. Le Conseil d'Etat s'oppose donc formellement à l'article 4 de la proposition de loi.

*

5. TRAVAUX DE LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

La commission désigne M. Lucien Lux comme rapporteur lors de sa réunion du 16 juillet 2001. Au cours de cette même réunion, le Ministre du Travail et de l'Emploi présente à la commission l'historique de la problématique à laquelle le projet de loi 4828 respectivement la proposition de loi 4828 entendent apporter une solution. La Commission procède à une première discussion générale sur le projet de loi respectivement la proposition de loi, l'instruction détaillée ne pouvant se faire qu'au vu des avis des chambres professionnelles et du Conseil d'Etat.

Dans sa réunion du 25 janvier 2002, la commission examine le projet de loi ainsi que la proposition de loi et les avis y relatifs et elle adopte le présent rapport.

En ce qui concerne le problème de la rétroactivité découlant de l'article 4 de la proposition de loi, la commission se rallie aux observations juridiques du Conseil d'Etat.

La Commission constate que le Conseil d'Etat, contrairement au texte gouvernemental, ne reprend pas le troisième paragraphe de l'article 3 de la loi du 10 avril 1976 qui dispose qu'„*au cours de la même année de calendrier, il ne pourra être procédé qu'au remplacement de trois jours au maximum*“.

La Commission du Travail et de l'Emploi considère que la limitation prévue au paragraphe (3) avait sa raison d'être dans le système antérieur prévoyant la possibilité du remplacement obligatoire et collectif, par voie d'arrêt ministériel, du jour férié légal par un jour férié de rechange fixé au lundi subséquent. Dorénavant, dans un système prévoyant la possibilité pour les personnes visées de prendre le jour

de congé compensatoire individuellement dans un délai de trois mois, la limitation n'est plus nécessaire. Dès lors, la Commission se rallie à la proposition du Conseil d'Etat.

Par ailleurs, la commission reprend la modification rédactionnelle du Conseil d'Etat consistant à insérer à l'article 7 de la loi du 10 avril 1976 un paragraphe 2bis nouveau au lieu de le compléter par un paragraphe 3 tel que prévu au texte gouvernemental. En effet, l'article 7 comprend actuellement déjà un paragraphe 3 qui a été introduit par la loi du 10 juillet 1998 concernant les conventions entre le Gouvernement et différents cultes.

*

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, la Commission du Travail et de l'Emploi, à l'unanimité, recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi sous rubrique dans la teneur suivante:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

PROJET DE LOI portant modification de la loi modifiée du 10 avril 1976 portant réforme de la réglementation des jours fériés légaux

Art. 1er. L'article 3 de la loi modifiée du 10 avril 1976 portant réforme de la réglementation des jours fériés légaux est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 3.** (1) Si l'un des jours fériés énumérés à l'article 2 tombe sur un dimanche, les personnes visées à l'article 1er, paragraphe 1er de la présente loi ont droit à un jour de congé compensatoire à prendre individuellement dans un délai de trois mois à partir de la date du jour férié en question.

(2) Le jour de congé compensatoire doit obligatoirement être pris en nature et ne peut pas être remboursé par une compensation financière.“

Art. 2. A l'article 7 de la même loi, est inséré un paragraphe 2bis libellé comme suit:

„(2bis) Si l'un des jours fériés énumérés à l'article 2 tombe sur un dimanche, le travailleur a droit au cumul des indemnités telles que fixées ci-avant et de la majoration de salaire ou d'indemnité telle que fixée au paragraphe 2 de l'article 7 de la loi modifiée du 1er août 1988 concernant le repos hebdomadaire des employés et ouvriers.“

Luxembourg, le 25 janvier 2002.

Le Rapporteur,
Lucien LUX

Le Président,
Marcel GLESENER

